

Big Pharma : Sanofi et le chantage sur les vaccins Covid-19

mardi 2 juin 2020, par [CANTALOUPE Frank](#), [PROUHET Frank](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mai 2020).

Une « affaire » qui rappelle la nécessité de réquisitionner les brevets et les usines des trusts de la vaccination..

Sommaire

- [Guerre des prix au profit des](#)
- [Grandes manœuvres financières](#)
- [Réquisitionner moyens de \(...\)](#)

« Financez sur fonds publics la recherche de Sanofi, sinon vous attendrez ses vaccins contre le Covid 19 ! » En déclarant de manière provocatrice que les États-Unis seraient servis en vaccins les premiers, car « ils ont investi pour essayer de protéger leur population », Paul Hudson, PDG de Sanofi, essayait « simplement » de décrocher, en France, les subventions publiques qu'il venait d'obtenir de l'Autorité américaine pour la recherche et le développement biomédical (BARDA). Cette dernière venait en effet de lui octroyer un premier soutien de 30 millions de dollars, sous forme de pré-commande, sans parler des facilités réglementaires pour la sortie rapide du vaccin. Un message aussi à tous ceux qui seraient tentés de tirer les prix d'un futur vaccin vers le bas, au nom de l'accès universel aux vaccins contre le Covid-19 qui balaie la planète. Les labos trouveront toujours un marché prêt à nous payer fort cher leur vaccin !

Guerre des prix au profit des actionnaires

Le groupe pharmaceutique français préfère le marché US de Donald Trump et son « America first ». Parce que les USA ont inondé de dollars les laboratoires pharmaceutiques. Parce qu'aux USA, les prix des médicaments sont libres et ne sont pas encadrés, avec pour demain la promesse de milliards de profits, et pour aujourd'hui une remontée en bourse de plus de 10%, après le creux du mois de mars. Alors, les Français contre les Américains ? Même pas, car qui peut croire que les 30 millions d'ÉtatsunienEs qui ont été privés d'emplois en un mois, et donc aussi d'assurance maladie, pourront se payer le vaccin de Sanofi ? Les seuls qui bénéficient de cette guerre des prix, ce sont les actionnaires, qu'ils soient français ou américains.

Cruelle leçon pour ceux qui ne voient comme réponse à la crise que l'érection de frontières et un capitalisme vraiment national. Sanofi a touché 1,5 milliard d'euros de crédit d'impôt recherche du gouvernement français sur dix ans. Mais il met fin à ses recherches dans le diabète et le cardio-vasculaire, pas assez rentables, et en quelques années a sacrifié 4000 postes de recherche dans le monde, un tiers de ses effectifs. Cette année, il va verser 4 milliards d'euros en dividendes à ses actionnaires !

Grandes manœuvres financières et nationalistes

Mais Sanofi n'est pas le seul trust de la vaccination à exiger des pouvoirs publics des millions d'euros. Le gouvernement étatsunien a déjà donné 446 millions d'euros à Moderna Therapeutics, une société de biotechnologie US, pour son candidat vaccin mRNA-1273. Quant au gouvernement britannique, il vient de débloquer 84 millions de livres pour le candidat vaccin du laboratoire britannique AstraZeneca, 93 millions pour son nouveau site de production, et 38 millions pour des sites plus anciens. Au total, un quart de milliard de livres pour un futur vaccin britannique, avec ses 30 millions de doses. Car pour Pascal Soriot, PDG d'AstraZeneca, priorité sera donnée au Royaume-Uni. Et la Chine, sur fond de rivalité avec les USA, n'est pas en reste pour soutenir ses cinq candidats vaccins en phase d'essai.

Il n'y a aujourd'hui pas de vaccin contre le Covid-19, et pas de vaccin espéré avant fin 2021, mais les grandes manœuvres financières et nationalistes ont déjà commencé. S'il fallait les résumer, on pourrait dire : crédits publics, profits privés et nationalisme vaccinal. Avec à la clef une certitude, les besoins des actionnaires passeront avant l'accessibilité de ce qui doit être un bien commun de l'humanité, à savoir un ou des vaccins contre le Covid-19, qui permettraient une immunité vaccinale sans passer par les dizaines de milliers de morts de l'immunité naturelle de groupe !

Réquisitionner moyens de production et brevets

Décréter les vaccins contre le Covid-19 biens communs de l'humanité. Voilà une idée qui sera de plus en plus populaire. Même Emmanuel Macron et le PDG de Sanofi en parlent... pour ne jamais le faire ! Pour faire face au chantage sur l'accès à un futur vaccin contre le Covid-19, pas d'autre moyen que « la réquisition immédiate des moyens de production de Sanofi pour produire les médicaments dont nous avons besoin, et notamment tous ceux en « tension ». Ainsi, qu'une mise en place d'une chaîne de production nationale publique et d'une planification sanitaire, en coordination avec les pays européens et capable d'exporter vers les pays à ressources limités » comme le réclame Jérôme Martin, cofondateur de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament.

Mais le cœur du profit de l'industrie pharmaceutique, ce n'est pas d'abord la production du médicament, ce sont les brevets. Fabriquer un traitement contre l'hépatite C, le Sovaldi, cela coûte 100 euros par traitement. Grâce à son brevet, Gilead le faisait payer à l'Assurance maladie 41 000 euros ! Les médicaments, les vaccins, nous les payons une première fois en subventions publiques à la recherche, et nous les payons une seconde fois par les remboursements de la Sécurité sociale. Alors il faut aussi réquisitionner les brevets des trusts de la pharmacie, imposer une licence obligatoire gratuite pour que, partout dans le monde, si un des 100 vaccins en test contre le Covid-19 marche, il puisse être fourni gratuitement à toutes les personnes qui en ont besoin, et pas seulement à ceux qui en auront les moyens.

Frank Prouhet

P.-S.

• Créé le Mardi 19 mai 2020, mise à jour Mercredi 20 mai 2020, 10:16 :
<https://npa2009.org/actualite/sante/sanofi-et-le-chantage-sur-les-vaccins-covid-19>